



Déclaration de principe des IFD du G7 sur les minéraux critiques, août 2025

Préambule

Garantir un approvisionnement durable en minéraux critiques nécessaires aux nouvelles énergies, aux technologies de pointe et aux capacités de défense est de plus en plus indispensable pour assurer la résilience économique mondiale et la prospérité à long terme. Comme la demande est en plein essor, de nouveaux investissements substantiels sont nécessaires pour sécuriser et diversifier les chaînes d'approvisionnement des matières premières importantes. Mais il existe de nombreux défis structurels, y compris l'incertitude politique, des dispositifs de contrôle limités, des lacunes en matière d'énergie et d'infrastructures et une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, ainsi que des risques géologiques, environnementaux et techniques inhérents aux investissements dans le secteur minier. Ensemble, ces enjeux freinent la capacité des marchés émergents et des économies en développement (MEED) à attirer et à pérenniser des investissements de qualité dans le secteur minier et les activités adjacentes.

Conscient de ces défis, le G7 a approuvé en 2023 le Plan en cinq points pour la sécurité des minéraux critiques sous l'égide de la présidence japonaise. Pour accélérer la mise en œuvre de ce plan, la présidence canadienne a lancé cette année le [Plan d'action sur les minéraux critiques du G7](#), qui réitère l'importance de mobiliser des capitaux et de soutenir le renforcement des capacités pour garantir et diversifier l'approvisionnement responsable en minéraux à l'échelle mondiale.

Nous, les institutions financières de développement (IFD) bilatérales du G7 axées sur les secteurs public et privé, jouons un rôle essentiel en catalysant des capitaux privés et en renforçant la capacité des acteurs du secteur privé dans les MEED à stimuler le développement économique. Nous sommes plusieurs à être déjà activement impliquées dans la mise en œuvre d'initiatives de collaboration, comme le réseau Mineral Security Partnership Finance Network (MSPFN), et à investir stratégiquement dans les chaînes d'approvisionnement des minéraux critiques et les activités de développement économique complémentaires.

Nous reconnaissons l'importance stratégique du programme du G7 concernant les minéraux critiques, et nous continuerons à explorer les possibilités d'y contribuer, lorsque cela est pertinent, dans le cadre de nos mandats respectifs. Cette déclaration de principe présente la perspective commune des IFD du G7 sur la manière dont nos rôles s'articulent au sein du programme plus large du G7 concernant les minéraux critiques, ainsi que les actions conjointes à envisager pour faciliter sa réalisation.

A. Le mandat et le positionnement des IFD relativement aux minéraux critiques

1. Mission et objectif des IFD

Nous, le groupe des IFD du G7, partageons la mission de promouvoir un développement économique utile en favorisant une croissance portée par le secteur privé dans les marchés que nous servons. En tant qu'institutions financières publiques guidées par une mission, nous mettons à profit notre expertise et des investissements générateurs de rendement pour appuyer des projets réalisés dans les MEED qui atteignent à la fois des objectifs commerciaux et d'impact sur le développement.

Les IFD du G7 veulent demeurer des partenaires souples et conciliants, et investir de manière créative dans des structures de capital variées en assumant les risques nécessaires pour mieux mobiliser des capitaux privés. Nous voulons mettre au point des produits financiers innovants qui facilitent l'investissement, en réponse aux besoins précis du secteur (assurance, soutien en matière de prix d'enlèvement, etc.).

Des entreprises privées gérées de manière responsable sont essentielles au développement économique durable. Un secteur privé florissant contribue à la croissance économique et à l'emploi en fournissant des biens et des services et en générant des recettes fiscales pour d'importantes infrastructures sociales et économiques. Nous nous efforçons de soutenir des réformes environnementales habilitantes et d'investir dans des programmes et des entreprises qui créent des emplois, alimentent la croissance, réduisent les inégalités, protègent la biodiversité et évitent ou minimisent les préjudices environnementaux et sociaux pouvant entraver une prospérité à long terme, tout en poursuivant nos intérêts nationaux.

2. Activités actuelles des IFD dans le domaine des minéraux critiques

Nous, les IFD du G7, sommes à différents stades d'engagement avec le secteur des minéraux critiques. DFC, JBIC/JICA, BEI et KfW financent déjà des activités dans les domaines de l'extraction, de la transformation et des infrastructures. D'autres explorent activement les possibilités ou évaluent comment leur mandat peut soutenir ce programme. Cette diversité reflète des capacités et des priorités institutionnelles variées, mais aussi une reconnaissance commune de l'importance stratégique du secteur. Ensemble, nous nous engageons à renforcer la coordination et à développer les cadres nécessaires pour accroître les investissements du G7 dans les chaînes de valeur des minéraux critiques.



3. Infrastructures adjacentes à développer en appui aux chaînes de valeur des minéraux critiques

À notre avis, l'enjeu des minéraux critiques est riche en possibilités pour les MEED. Alors que les pays cherchent à accroître la production de minéraux produits et traités de manière responsable, il y a d'immenses besoins à combler. Il faudra en effet construire les infrastructures physiques nécessaires, qu'il s'agisse de routes, de voies ferrées, de ports, d'installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées, ou de réseaux de télécommunications et d'énergie. Ces leviers de développement économique offrent aux entrepreneurs locaux et aux petites et moyennes entreprises la possibilité de prospérer, de créer de nouveaux emplois et de participer au développement économique. Mais pour exploiter pleinement ce potentiel économique, il nous faut également reconnaître la nécessité de mettre en place et d'appliquer des cadres politiques et réglementaires locaux favorables (pour offrir une meilleure visibilité aux investisseurs privés), de déployer des protections environnementales et sociales, et de réduire les risques de corruption.

4. L'importance d'agir en complémentarité avec les décideurs politiques et le privé

Nous reconnaissons que nos actions doivent compléter et appuyer les objectifs et les stratégies des décideurs politiques. Nous avons aussi comme rôle de collaborer avec des sociétés privées et des institutions financières à la recherche d'occasions de mobiliser des financements privés. Les IFD sont particulièrement bien placées pour rencontrer le secteur privé là où il se trouve. Afin d'atténuer les risques dans les secteurs clés, elles mettent à profit leurs fonds propres ou des capitaux concessionnels, deux solutions présentant une dynamique risque/rendement différente. Nous cherchons aussi à agir de façon complémentaire avec d'autres institutions financières publiques, telles que les agences de crédit à l'exportation (ACE), les agences d'aide au développement et les fonds souverains, afin d'exploiter les outils et les interventions les plus efficaces parmi nos ressources publiques partagées pour déployer et mobiliser des fonds en faveur de cet important programme d'action. Dans certains cas, nos homologues publics et nos partenaires du secteur privé piloteraient ainsi des transactions auxquelles nous pourrions nous joindre de manière opportuniste.

5. Reconnaissance des contraintes existantes

En tant qu'investisseurs, nous n'ignorons pas les limites structurelles qui empêchent de nombreuses IFD d'accroître leurs investissements directs dans le secteur minier.

- i. **Convenance des produits d'investissement** : les projets d'exploration et d'extraction en amont à l'étape du démarrage ont souvent besoin de produits d'investissement qui dépassent le cadre de nos produits et notre tolérance au risque, une lacune que peuvent combler d'autres institutions publiques de financement ou nos partenaires du secteur privé.
- ii. **Mise à niveau et expertise** : nous devons disposer d'experts et d'équipes supplémentaires pour couvrir le vaste éventail de chaînes d'approvisionnement en minéraux interconnectées et variées sur le plan géographique, ainsi que de compétences techniques générales en exploitation minière, de connaissances sur les principes des marchés des minéraux critiques et d'une capacité à mesurer correctement l'impact sur le développement.
- iii. **Bassin de projets** : en raison du manque de diversification géographique des installations mondiales de traitement des minerais et des capacités techniques insuffisantes pour soutenir l'aménagement de projets d'extraction de haute qualité respectant des normes environnementales et sociales, les occasions d'investissement se font rares. Il existe aussi d'autres contraintes, notamment la difficulté d'identifier les projets susceptibles d'être financés, les délais de développement et les exigences en matière de financement. De plus, certaines régions ne disposent pas des conditions géologiques favorables à des quantités économiques de minéraux, et ne présentent donc aucun potentiel en matière de matériaux critiques. Les projets de substitution de certaines matières premières critiques,

d'exploitation minière, de raffinage et de recyclage sont confrontés à des défis similaires concernant la maturité technologique, le manque de compétences et les écosystèmes logistiques et industriels locaux.

- iv. **Tolérance au risque adéquate, notamment sur le plan environnemental et social** : nous, à l'instar de plusieurs de nos homologues publics et privés, disposons d'une tolérance au risque ou d'un mandat restreint pour l'exploitation minière et les infrastructures connexes en raison des risques environnementaux et sociaux et du risque d'atteinte à la réputation, ce qui limite, dans certains cas, notre capacité à nous engager directement dans des projets malgré leur impact potentiel sur le développement.

B. Occasions concrètes à saisir

Sur la base de notre position commune, nous avons répertorié une série d'actions concrètes pour élargir le champ d'action des IFD.

1. Améliorer la compréhension et les capacités internes des IFD

Action 1 : Accroître les occasions de mettre en commun nos connaissances entre partenaires pour renforcer l'expertise des IFD et notre compréhension des projets de minéraux critiques et d'infrastructures connexes.

Nous, les IFD du G7, offrons des solutions de financement et d'assistance technique (AT) à des degrés variables en lien avec les secteurs de l'extraction, de la transformation et du recyclage. Afin d'élargir notre capacité d'action, nous voulons explorer les possibilités d'échange de talents et d'ateliers techniques avec nos institutions et agences de crédit à l'exportation (ACE) respectives. Nous souhaitons également nous appuyer sur des associations industrielles comme le Forum sur les chaînes d'approvisionnement en minerais responsables de l'OCDE, la Sustainable Critical Minerals Alliance, RISE Partnership et Mineral Security Partnership pour consolider notre expertise technique collective en matière de minéraux critiques.

Action 2 : Investir dans la recherche et le développement et dans des projets pilotes axés sur des technologies de recyclage de pointe, la substitution de matériaux et l'écocoefficacité pour renforcer les capacités internes et soutenir le transfert de technologies.

En finançant des écosystèmes novateurs, les IFD peuvent dynamiser la commercialisation de technologies circulaires, notamment en soutenant les sociétés en démarrage, les centres de recherche et les consortiums industriels engagés dans la récupération de minéraux critiques à partir de produits en fin de vie, de résidus industriels et de minerais à faible teneur. Ces efforts créeraient aussi de nouvelles occasions en matière de transfert de technologies et de perfectionnement des compétences dans les pays partenaires pour soutenir une croissance industrielle plus inclusive et durable, tout en favorisant l'intégration de ces pays aux chaînes d'approvisionnement mondiales dans des conditions plus équitables et résilientes.

2. Fournir une AT, un soutien au développement de projets et des connaissances pour accroître la qualité des projets

Action 3 : Structurer et mettre en œuvre une AT sur mesure et soutenir la conformité des projets aux normes environnementales et sociales.

Conscients que de nombreux pays riches en minerais n'ont pas les compétences techniques nécessaires pour mettre en place des projets de qualité répondant aux exigences commerciales, environnementales et sociales des IFD, nous entendons créer un ensemble de produits d'AT, assortis idéalement des mêmes modalités à l'échelle des IFD, de manière à soutenir les promoteurs à l'étape du développement de projets. La structuration de ces produits s'appuiera sur les offres d'AT déjà mises en œuvre avec succès par nos membres, par exemple l'aide au développement de projet de 3,8 millions de dollars consentie par DFC à Trinity Metals au Rwanda¹ pour mener des études de référence visant à actualiser les évaluations d'impact environnemental et social, et à mettre en place un programme de développement des compétences du personnel, des normes de santé et de sécurité, ainsi qu'un système de gestion environnementale et sociale pour une mine de tungstène.

3. *Élargir la portée du co-financement et du soutien offert aux entreprises minières et aux infrastructures et services adjacents*

Action 4 : Explorer les possibilités de co-investissement ou de partenariat avec des industries, des fonds et des ACE des pays d'origine, ainsi qu'avec les banques internationales.

Nous souhaitons mobiliser activement les ACE des pays d'origine, ainsi que les institutions de financement des exportations et des projets, les industries et les fonds disposant d'une solide expérience dans les chaînes de valeur des minéraux critiques, afin d'explorer des possibilités de co-investissement, de renforcement de la coordination et de formation de partenariats dans lesquels nous pourrions intervenir de façon efficace en tirant parti de nos capitaux et de nos ressources. Nous élargirons ces possibilités de partenariat en nous basant sur les leçons tirées de partenariats de co-investissement antérieurs, notamment le financement conjoint de 2,5 G\$ US de JBIC, d'Exportation et développement Canada, de KEXIM, de KfW IPEX-Bank et d'institutions financières privées pour soutenir la mine de cuivre Centinela au Chili². Dans un premier temps, nous voulons formaliser les canaux de communication avec les institutions du MSPFN et les mécanismes de préparation de projets en amont (p. ex., plateformes de données nationales et régionales de RISE Partnership), afin d'élargir notre flux de projets potentiels et de repérer les occasions d'investissements conjoints.

Action 5 : Soutenir le développement d'industries intermédiaires et en aval à forte valeur ajoutée dans les MEED.

La Chine domine actuellement le traitement et le raffinage des minéraux. Ce pays contrôle plus de 90 % des terres rares et la majorité des métaux clés des batteries, dont environ 60 % du lithium, 98 % du graphite et 76 % du cobalt, ce qui représente un risque géopolitique important pour les pays du G7³. Nous sommes conscients que pour garantir la sécurité minérale et la résilience des chaînes d'approvisionnement, nous devons nécessairement voir à leur diversification. C'est pourquoi nous voulons aider davantage de pays à développer leurs propres capacités de traitement, de raffinage, de fabrication industrielle en aval et de recyclage, pour créer des emplois locaux, encourager le perfectionnement des compétences et aider ces pays à tirer une plus grande valeur économique de leurs ressources minérales. Nous tiendrons compte de ces potentialités et considérations à valeur ajoutée liées

¹ [Trinity Metals Secures \\$US3.8million funding from U.S. International Development Finance Corporation \(DFC\)](#), Trinity Metals, 2024.

² [Project Finance for Centinela Copper Mine Expansion Project in Chile](#), JBIC, 2024.

³ [Global Critical Minerals Outlook 2024](#), IEA, 2024

aux secteurs intermédiaires et en aval dans l'élaboration par nos institutions respectives de stratégies et de solutions de financement liées aux minéraux critiques. À cet égard, la promotion de stratégies de substitution des minéraux critiques dans la fabrication en aval est une façon de réduire la dépendance à l'égard d'un ensemble restreint de matériaux critiques, tout en renforçant la valeur et la compétitivité des ressources extraites localement, favorisant ainsi le développement industriel dans les MEED. Il existe une autre occasion de taille à saisir : exploiter les synergies technologiques et infrastructurelles des projets de recyclage et des initiatives de traitement, ce qui pourrait conduire à une plus grande récupération des matériaux dans les pays qui, dans certains cas, reçoivent déjà des déchets exportés riches en minéraux critiques, en particulier les déchets électroniques.

Action 6 : Soutenir le développement des infrastructures adjacentes pour multiplier les occasions de développement économique.

Dans les MEED, les infrastructures, la main-d'œuvre et les services essentiels au développement, à la transformation et au transport des minéraux sont souvent sous-développés. En déployant des infrastructures et des services adjacents et facilitateurs, il serait possible d'alimenter la croissance du secteur privé local en étroite adéquation avec nos mandats d'investissement à impact. À ce titre, nous voulons financer davantage d'infrastructures essentielles (routes, chemins de fer, infrastructures électriques, etc.) liées aux grandes chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques. Nous adopterons des approches de financement écosystémiques dans le cadre de nos stratégies d'investissement pour soutenir le développement des corridors de ressources critiques, à l'instar des 553 M\$ investis par DFC dans les infrastructures du corridor Lobito, une région en Angola et en République démocratique du Congo riche en minéraux critiques⁴. Pour soutenir une approche écosystémique robuste, une taxonomie partagée par toutes les IFD partenaires sera mise en place pour définir les investissements adjacents admissibles.

Action 7 : Explorer des solutions de mise en commun de capitaux avec des banques commerciales et des fonds d'investissement privés pour soutenir des projets individuels.

Pour mobiliser le financement nécessaire à la concrétisation du programme des minéraux critiques, nous réitérons l'importance de susciter l'intérêt des investisseurs privés. C'est pourquoi nous souhaitons explorer la possibilité de mettre en place des facilités regroupant financement commercial et financement d'IFD pour un portefeuille de projets donné avec des gestionnaires de fonds, des investisseurs et des sociétés minières ayant de solides antécédents en matière d'investissement, de mise en valeur et d'exploitation d'actifs miniers et d'infrastructures sûrs. Nous évaluerons la faisabilité de telles solutions potentielles par l'intermédiaire de plateformes existantes comme MSPFN et RISE Partnership.

S'il y a des obstacles au niveau des projets (contraintes opérationnelles, difficulté à atteindre les cibles des politiques des IFD, mobilisation ardue de capitaux privés, etc.), les IFD pourraient solliciter le soutien des gouvernements nationaux et des organisations internationales compétentes pour faciliter la mise en œuvre des projets et l'atteinte des objectifs stratégiques de développement.

⁴ [DFC Announces Investments Supporting Development Along Lobito Corridor](#), DFC, 2024